

FN, dénoncer le programme !

SARAH PROUST

Apprendre de ses erreurs

La gauche face au Front national

préface de Sylvain Crépon

Fondation Jean-Jaurès 2017 110 p 6 €

ECOLINKS

Petit manuel économique anti-FN

préface de Thomas Piketty,

Le Cavalier Bleu Editions 2017 214 p 10 €

Sarah Proust, qui réfléchit sur ces problèmes depuis longtemps maintenant, et forte de son expérience d'élue de terrain, passe en revue les erreurs de jugement qu'a commises la gauche – entendue au sens large – depuis les années 1990. La plus grave est de ne pas avoir assez tenu compte de l'enracinement dans un territoire fragmenté et divisé par les conséquences de la mondialisation. L'auteure ne rejette pas la notion de « *front républicain* », qui a été la stratégie socialiste (on l'a vu aux dernières élections régionales, avec le coût politique que l'on sait), mais elle veut que les conditions en soient nettement précisées.

La contre-argumentation précise contre les programmes du Front national est utile, mais l'idée majeure de cette réflexion est qu'il faut qualifier avant tout le projet politique du Front national : il est nationaliste, populiste, xénophobe. Car la bataille se jouera sur le sens, terrain qu'a trop délaissé la gauche en ne se saisissant pas clairement des questions de l'identité, de la souveraineté, de la laïcité, de l'immigration. Mais assumer davantage la conflictualité doit aller de pair avec le souci de parler avec toutes celles et tous ceux qui sont loin, non de la politique, mais peut être de « *notre* » politique. Sarah Proust a cette phrase juste : « *beaucoup de ceux qui font de la politique n'en ont pas besoin* ». Il faut parler, justement, au nom de ceux qui en ont besoin. Le paradoxe, en effet, est que le Front national ne réduira pas les inégalités qu'il prétend dénoncer. C'est à la gauche – et aux socialistes particulièrement – de mettre au centre de leur action cette lutte contre les inégalités.

LES RISQUES D'UN PROGRAMME

C'est, justement, une des conclusions principales du « *petit manuel économique* ». Celui-ci – comme son titre l'indique – livre une argumentation efficace concernant les grands thèmes du programme du Front national. Le chapitre sur l'immigration reprend un débat déjà mené. La contribution économique de l'immigration est légèrement positive et non lourdement négative. Surtout, une bonne part du financement des promesses multiples de

L'influence acquise par le Front national – au point que la question « *Marine Le Pen peut-elle gagner ?* » n'est plus rhétorique – pose, fortement, le problème de savoir, à la fois, pourquoi le combat n'a pas eu l'efficacité qu'on peut attendre après plus de trente années, et comment le mener désormais. Ces deux livres, le premier qui mène une analyse politique et le second qui conduit une analyse économique, apportent des réponses.

l'éducation, de l'environnement, du droit des femmes. Toutes montrent, dans leurs domaines respectifs, que, contrairement aux discours affichés, la défense des « *oubliés* », elles accentueraient les inégalités qu'elles prétendent combattre, et non pas seulement au détriment des « *immigrés* » et des Français d'origine immigrée d'ailleurs, mais tout simplement à celui des catégories populaires. Enfin, et c'est un point qui conforte les conclusions de Sarah Proust, les auteurs de ce manuel ne se contentent pas de la critique, mais ils proposent, sur chaque point, ce que pourrait être une politique économique qui ne cache pas les insuffisances actuelles. Ce contre manuel est donc aussi un manifeste.

La lecture conjointe de ces deux livres est,

donc, éclairante et particulièrement utile dans cette période. Les réponses doivent être d'ordre économique mais tout autant culturelles. Il faut, cependant, replacer ces réalités nationales dans la vague nationaliste qui parcourt le monde occidental pour l'essentiel – mais pas seulement. Celle-ci tient beaucoup à l'échelle et à la rapidité des changements. Mais, ce n'est pas en empruntant les armes du populisme que les partis de gouvernement réussiront à vaincre les défis actuels. Ils ont besoin – et ce sont les enseignements de ces deux livres – de mettre en œuvre un nouvel agenda politique, économique, culturel qui montre aux peuples que les changements qui les affectent sont concrètement pris en compte et peuvent être maîtrisés.

ALAIN BERGOUNIOUX

Débanaliser les extrêmes

Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe

NICOLAS GUILLET ET NADA AFIOUNI (ed.)

Bruxelles Éditions de l'université de

Bruxelles 2016 184 p 18 €

Banaliser, c'est rendre quelconques, anodins, en tous cas non spécifiques, des courants politiques qui, au-delà de leur diversité, partagent une définition ethnique de la communauté nationale fondée aujourd'hui sur un refus radical de l'immigration, notamment extra-européenne. La banalisation, c'est aussi, selon les auteurs, une entreprise pluri-voque affectant à la fois les extrêmes droites qui cherchent, en modifiant leurs logos, leurs noms, leurs chefs, en euphémisant leurs discours, à se débarrasser d'oripeaux du passé devenus des obstacles, mais aussi d'autres formations politiques amenées à passer des accords avec les premières ou à envisager de le faire.

La démonstration aborde en premier lieu la France, au travers de cinq contributions étudiant les « *trajectoires de la banalisation* », puis les deux autres pays, au travers de quatre contributions sur « *les mécanismes de la banalisation* ». L'historien britannique Kevin Passmore s'intéresse ainsi au cas, aujourd'hui bien connu, du PSF du colonel de La Rocque, dans lequel il voit une tentative de « *banalisation réussie* ». On

Cet ouvrage collectif dirigé par deux enseignants à l'université du Havre est issu d'une journée d'études organisée en 2012 dans cette même université. Son fil conducteur est d'interroger, à partir de trois pays (France, Grande-Bretagne et Suisse) et à des époques différentes (années 1930 et 1960 en France, fin du XX^e siècle et début du nouveau siècle pour les trois pays), la notion de « *banalisation* » des « *extrêmes droites* ».

(*banalisation des esprits*) que d'une accommodation du FN à la société, ce qui est finalement l'essence même du « *marinisme* ». Et l'auteur de poser une question aussi stimulante que dérangeante : la dénonciation de la banalisation du Front marinisé court le risque de produire un « *double déni* », celui du principe démocratique et celui des milieux modestes, composante essentielle de son électorat, en première ligne face à des transformations sociales qui affectent toutes les dimensions de leurs vies.

Si le discours des extrêmes droites se « *banalise* », comme le montrent aussi bien les autres contributions sur l'UDC suisse et l'Ukip britannique (et son prédécesseur sur ce créneau, le British National party), c'est qu'elles semblent répondre à des questions que les

LES RISQUES D'UN PROGRAMME

C'est, justement, une des conclusions principales du « *petit manuel économique* ». Celui-ci – comme son titre l'indique – livre une argumentation efficace concernant les grands thèmes du programme du Front national. Le chapitre sur l'immigration reprend un débat déjà mené. La contribution économique de l'immigration est légèrement positive et non lourdement négative. Surtout, une bonne part du financement des promesses multiples de Marine Le Pen dépend des économies qui permettraient l'arrêt de l'immigration. C'est totalement fallacieux. Et la seule issue serait alors la « *planche à billets* ». Or, c'est pour cela que la sortie de l'Europe – au-delà de la volonté idéologique, qui est première – est indispensable pour le Front national. Il a besoin d'une Banque de France aux ordres pour financer les dépenses annoncées. Les pages sur les conséquences de la « *sortie de l'euro* » montrent bien ce qu'en seraient les conséquences en termes d'inflation, d'accroissement de la dette, d'augmentation des taux d'intérêts avec, selon toute vraisemblance, une augmentation importante du chômage. Une des faiblesses majeures des politiques avancées par le Front national est de ne pas tenir compte des autres économies en Europe et dans le monde. Le Franc ne sortirait pas victorieux d'une guerre des monnaies. Le protectionnisme national, aussi « intelligent » se prétend-il, entraînerait autant de rétorsions des autres pays. Ce sont là des critiques connues. Un intérêt supplémentaire du livre est de livrer des analyses des autres questions, plus rarement évoquées, les politiques de l'emploi, de la protection sociale, de

tiques amenées à passer des accords avec les premières ou à envisager de le faire.

La démonstration aborde en premier lieu la France, au travers de cinq contributions étudiant les « *trajectoires de la banalisation* », puis les deux autres pays, au travers de quatre contributions sur « *les mécanismes de la banalisation* ». L'historien britannique Kevin Passmore s'intéresse ainsi au cas, aujourd'hui bien connu, du PSF du colonel de La Rocque, dans lequel il voit une tentative de « *banalisation réussie* ». On ne suivra pas toujours l'auteur dans sa poursuite de la vieille polémique sur le « *fascisme français* », mais on peut reconnaître avec lui que « *le débat sur le républicanisme du PSF est insoluble* », en ce sens que « *la réponse dépend de la définition retenue* ». De même aujourd'hui, la question est moins « *le FN est-il républicain* » que « *souhaite-t-on vivre dans une République telle que le FN la définit ?* » Reste que la trajectoire des Croix-de-Feu au PSF montre à ses yeux qu'une « *conversion* » en parti de la droite républicaine était possible, même demeurée inachevée du fait de la guerre. On peut faire les mêmes observations en Italie à propos de la trajectoire du MSI de Giorgio Almirante vers l'Alliance nationale de Gianfranco Fini (même si celle-ci débouche sur une absorption dans le parti de Berlusconi) et noter une évolution à rebours de l'Ukip britannique né dans le giron du parti conservateur, et ressemblant de plus en plus à une version britannique du FN.

C'est à l'électorat de ce dernier que le sociologue Daniel Bizeul consacre une contribution passionnante montrant que l'état présent du FN est autant le produit d'une « *accommodation* » de la société française à son égard (la fameuse « *lepé-*

« *double déni* », celui du principe démocratique et celui des milieux modestes, composant essentielle de son électorat, en première ligne face à des transformations sociales qui affectent toutes les dimensions de leurs vies.

Si le discours des extrêmes droites s'« *banalise* », comme le montrent aussi bien les autres contributions sur l'UDC suisse et l'Ukip britannique (et son prédécesseur sur ce créneau, le British National party), c'est qu'elles semblent répondre à des questions que les autres formations n'abordent pas ou ne règlent pas, en tous cas pas aux yeux de leurs électeurs.

REFAIRE DE LA POLITIQUE

Dans sa conclusion, la politiste Noni Mayer, après avoir dressé une typologie d'extrêmes droites européennes (extrêmes droites historiques à l'image du FN, droites radicalisées tels Ukip ou l'UDC, séparatistes comme la Lega italienne, formations initialement anti-fiscales comme le Parti du peuple danois), monte l'échec des deux grandes stratégies conduites à leur égard : le « *désengagement* » (les ignorer, les disqualifier, les isoler) comme l'« *engagement* » (les imiter, les intégrer dans des alliances, voire les intégrer au gouvernement comme récemment en Italie, Suisse ou au Danemark). Mais elle montre aussi que leur progression n'est pas inéluctable... quand on réussit à remobiliser les électeurs, en faisant réellement « *de la politique* ». C'est sans doute la seule conclusion à laquelle conduit la lecture de ce livre, même si une telle conclusion ne relève pas de l'histoire de la science politique....

GILLES VERGNÉ